

DOSSIER 352

La loi du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive

**Le harcèlement moral gagne en
précision**

**La notion de « personne chargée
d'une mission de service public »
dans le délit de prise illégale
d'intérêts**

L'impartialité fonctionnelle du JLD

**Droits de la défense devant la CHAP :
la Cour de cassation reste vigilante**

**Définir et mesurer la récidive :
nécessité d'éclairer le débat 392**

En supplément

**Loi récidive
10 août 2007
Les textes consolidés**

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Martine Herzog-Evans, *Professeur à l'Université de Reims*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe Direction de l'Administration pénitentiaire*
 Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur à l'Université Paul Verlaine de Metz*
 Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris CEDEX 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax: 01 40 64 54 66
 E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Rédactrice

Sabrina Lavric

Ont participé à ce numéro

Emmanuelle Allain

Martine Herzog-Evans

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Claire Saas, *Maître de conférence à Nantes*

Assistant d'édition

Raphaël Henriques

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugnaud

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2007 (1 an)

France: 145 € TTC

Étranger: 161 € TTC

Prix au numéro: 16 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal : septembre 2007

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 345

ACTUALITÉS 348

DOSSIER 351

Loi du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive

■ Peines planchers : quelques éléments de droit comparé par *Dominique Blanc* 351

■ Prévenir la récidive : les limites de la répression pénale. par *Martine Herzog-Evans* 356

■ La réforme de l'ordonnance de 1945 par la loi du 10 août 2007 par *Philippe Bonfils* 363

■ L'obligation de soins dans la loi renforçant la lutte contre la récidive par *Jean-Louis Senon et Cyril Manzanera* 367

PRATIQUES 373

■ La justice restaurative : vers un nouveau modèle de justice pénale ? par *Robert Cario* 373

JURISPRUDENCE 376

ARRÊT DU MOIS : CA RENNES 31 MAI 2007

■ Le harcèlement moral gagne en précision, par *Claire Saas* 376

Pénal général

DROITS DE LA DÉFENSE

■ Rappel légitime d'une sanction disciplinaire amnistiée pour l'exercice des droits de la défense, *Crim. 19 juin 2007* 379

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

■ La responsabilité de l'État en cas d'usage d'une arme à feu est atténuée par la faute de la victime, *Crim. 22 mai 2007* 380

RESPONSABILITÉ PÉNALE

■ La réalité et la portée de la délégation de pouvoirs consentie par le chef d'entreprise, *Crim. 23 mai 2007* 380

VEILLE

PEINE

Infraction de blessures involontaires : afficher ou publier, il faut choisir *Crim. 12 juin 2007* 381

Infractions

DIFFAMATION

■ L'existence d'une communauté d'intérêts exclut le caractère public de la diffamation, *Crim. 30 mai 2007* 381

ESCROQUERIE

■ L'entrave aux enchères publiques est un délit instantané consommé par l'acceptation d'un don ou d'une promesse, *Crim. 5 juin 2007* 382

PRESSE

■ Provocation à la discrimination religieuse ou critique politique d'un culte ?, *Crim. 30 mai 2007* 383

PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

■ La notion de « personne chargée d'une mission de service public » dans le délit de prise illégale d'intérêts, *Crim. 3 avr. 2007* 383

VEILLE

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE

La dénonciation calomnieuse peut être constituée par l'information du président d'un tribunal de commerce, *Crim. 26 juin 2007* 384

A I R E

DÉTOURNEMENTS DE FONDS

Détournement de fonds et faux en écritures publiques à propos du recrutement et du paiement par des agents publics de contractuels « fictifs »
Crim. 30 mai 2007 **384**

PRESSE

Identification des victimes d'une diffamation publique d'après des éléments extrinsèques aux propos incriminés, *Crim. 30 mai 2007* **385**

VIOLENCE VOLONTAIRE

Responsabilité du chirurgien esthétique pour le décès accidentel de sa patiente, *Crim. 5 juin 2007* **385**

Procédure pénale

GARDE À VUE

■ Retard dans la notification des droits : pas de circonstances insurmontables, *Crim. 31 mai 2007* **385**

JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

■ L'impartialité fonctionnelle du JLD, *Crim. 16 mai 2007* **386**

RÉCIDIVE

■ Les effets de la récidive sur le mandat d'arrêt, *Crim. 16 mai 2007* **387**

VEILLE

ACTION CIVILE

Autorité d'une condamnation pénale sur une action fondée sur l'article L. 221-1 du code des assurances, *Crim. 19 juin 2007* **387**

APPEL

Adresse erronée du prévenu appelant : la rectification doit être formelle, *Crim. 22 mai 2007* **387**

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

Ordonnance d'irrecevabilité de constitution de partie civile : appel possible en l'absence de notification régulière, *Crim. 30 mai 2007* **388**

COUR D'ASSISES

Conditions de recevabilité de l'appel de l'avocat général contre un verdict d'acquiescement, *Crim. 31 mai 2007* **388**

GARDE À VUE

Nullité de l'interrogatoire de mineurs en raison de l'absence d'enregistrement audiovisuel de leur audition, *Crim. 12 juin 2007* **388**

NULLITÉS DE PROCÉDURE

Recevabilité en cause d'appel de l'exception de nullité soulevée par un prévenu jugé par défaut, *Crim. 14 mars 2007* **388**

PRESSE

Nullité du réquisitoire introductif qui reproduit intégralement des propos sans spécifier les passages pouvant caractériser une infraction de presse, *Crim. 30 mai 2007* **388**

Exécution des peines

PEINE

■ Droits de la défense devant la CHAP : la Cour de cassation reste vigilante, *Crim. 4 avr. 2007* **389**

■ La conversion-Tig ne s'applique pas toujours aux peines mixtes, *Crim. 3 mai 2007* **390**

PRISON

■ Le juge administratif et la discipline pénitentiaire : un contrôle de plus en plus strict de la preuve, *TA Nantes, 26 avr. 2007* **391**

VEILLE

GRÂCE

Le condamné ne peut se prévaloir d'aucun droit acquis au bénéfice des grâces collectives irrégulièrement accordées, *Crim. 31 mai 2007* **392**

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Suspension du délai d'exécution de la libération conditionnelle par l'émission d'un mandat d'arrêt, *Crim. 31 mai 2007* **392**

DONNÉES CHIFFRÉES **393**

ACTION CIVILE

Assurance
Vol - Autorité de chose jugée 387

APPEL

Déclaration d'appel
Adresse erronée 387

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

Pouvoirs du président
Appel 388

COUR D'ASSISES

Acquiescement
Appel du ministère public 388

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE

Destinataire
Président d'un tribunal de commerce 384

DÉTOURNEMENT DE FONDS

Fonds publics
Personnes dépositaires de l'autorité publique 384

DIFFAMATION

Diffamation publique
Communauté d'intérêts 381

Fonctionnaires publics

Identification 385

Procédure

Nullité du réquisitoire introductif 388

DROITS DE LA DÉFENSE

Chambre d'application des peines
Observations du condamné 389

Exercice

Rappel d'une sanction amnistiée 379

ENQUÊTE DE FLAGRANCE

Examens techniques
Expert - Serment 385

ESCROQUERIE

Entrave aux enchères publiques
Prescription 382

GARDE À VUE

Mineur
Absence d'enregistrement 388

Notification des droits

Rétard - Circonstances insurmontables 385

GRÂCE

Grâce collective
Réduction de peine - Retrait 392

HARCELEMENT MORAL

Incrimination 376

JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Pouvoirs
Jugement 386

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Révocation
Émission d'un mandat d'arrêt 392

MANDAT D'ARRÊT

Pouvoirs du tribunal
Effets de la récidive 386

NULLITÉS DE PROCÉDURE

Recevabilité de la demande
Jugement par défaut - Appel 388

PEINE

Aménagement
Droits de la défense 389

Peines complémentaires

Principe de légalité 381

Sursis - Tig

Peine mixte 390

PRESSE

Provocation à la discrimination religieuse
Liberté d'expression 383

PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

Personne intéressée
Mission de service public 383

PRISON

Sanctions disciplinaires
Contrôle du juge administratif 391

RÉCIDIVE

Effet
Mandat d'arrêt 387

Loi n° 2007-1198 du 10 août 2007

Majeurs 357 (dossier)

Mineurs - Ordonnance de 1945 363 (dossier)

Obligation de soins 367 (dossier)

Peines plancher - Droit comparé 355 (dossier)

Statistiques 393 (dossier)

Répression

Confusion de peines 379

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Police judiciaire
Arme à feu - Faute de la victime 380

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Dirigeant social
Délégation de pouvoirs 380

VICTIMES

Justice restaurative
Modalités - Nature des accords 372 (pratiques)

VIOLENCES INVOLONTAIRES

Homicide involontaire
Médecin - Réparation 385